

14 octobre  
2000

# nouvelles

480



Marche mondiale des femmes au Québec

De toutes les manières,  
de toutes les couleurs



est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux (514) 598-2131.

Publié tous les quinze jours, il est tiré à 24 000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec.

**Coordination**

Louis-Serge Houle  
(louis-serge.houle@csn.qc.ca)

**Rédaction**

L'équipe du Service de l'information de la CSN

**Photographes**

Alain Chagnon  
Michel Giroux  
Clément Allard  
Archives CSN  
Contributions militantes  
Photographie de la couverture :  
Alain Chagnon

**Caricaturiste**

Boris

**Soutien technique**

Lyne Beaulieu

**Conception graphique**

Jean Gladu  
Sophie Marcoux

**Mise en page**

Jean Gladu  
Sophie Marcoux  
Louis-Serge Houle

**Numérisation photo**

Louis-Serge Houle

**Films**

Graphique-Couleur

**Impression**

Les syndiqués CSN de l'imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

**Distribution**

L'équipe du Service de distribution de la CSN, avec la collaboration de membres du Syndicat de l'alimentation de Saint-Hyacinthe (CSN), en lock-out depuis le 21 juin 1999.

Pour modifier le nombre d'exemplaires reçus :  
(514) 598-2233

1601, av. De Lorimier,  
Montréal QC H2K 4M5

**Site Internet de la CSN**

<http://www.csn.qc.ca>

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2000

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2000

Port de retour garanti : CSN  
Envoi de poste publication  
no de convention : 1435388

**Logo de la Marche**

Rouleau/Paquin Design

**BILLET**  
Jean-Pierre  
Paire

# Le pathétique bouffon



**B**ourassa mort, Trudeau aussi — et même deux fois plutôt qu'une, dans ce dernier cas —, les médias ont dû se rabattre sur le sous-fifre Jérôme Choquette pour meubler leurs topos et émissions commémorant le trentième anniversaire de la crise d'Octobre. Le sous-fifre n'allait pas se priver de donner des entrevues partout et de profiter du départ des deux autres pour se donner le beau rôle, c'est-à-dire le rôle du sauveur de la Justice, de l'Ordre, de la Démocratie et de la Liberté. Manquait juste la Foi et la Famille.

Mais le problème de Jérôme Choquette, ci-devant ex-député de la circonscription d'Outremont et ex-maire de la municipalité du même nom, c'est qu'on l'écoute et inévitablement on le trouve pathétique, et quelque part dans notre subconscient, le mot « pathétique », associé à ce miteux personnage, sonne comme « bouffon ». Dans le sens falardesque (falardeauvien ?) du terme, bien sûr.

Et cela n'est pas dû qu'à sa bille de Gargantua.

Dans sa tentative d'auto-réhabilitation et de réinvention de l'histoire, Jérôme Choquette, celui-là même qui a fait emprisonner quelque 500 personnes innocentes au nom de la Démocratie, affirme sans ambages qu'en 1970, il

n'existait pas de domination anglophone au Québec. Donc, pas d'exploitation. Donc, les felquistes étaient de lunatiques rêveurs, des hurluberlus en mal de sensations révolutionnaires par effet de mimétisme avec l'Algérie, Cuba, etc. Sans

doute s'inspirait-il des propos d'un « chercheur » (mon Dieu ! Les chercheurs !...) pour qui le fait qu'il se vendait beaucoup de voitures et beaucoup de téléviseurs en 70 démontre que l'exploitation du peuple québécois était une vue de l'esprit...

Et pourtant, et pourtant...

Et pourtant, il doit bien y avoir ici quelques centaines de milliers de cinquante ans et plus qui se souviennent parfaitement que même si la violence utilisée lui répugnait, c'est avec le sourire fendu jusqu'aux oreilles que le peuple a accueilli le Manifeste du FLQ lu par Gaétan Montreuil, ce soir du 8 octobre 70 sur les ondes de Radio-Canada. Ce Manifeste qui était essentiellement une dénonciation coup de poing de cette exploitation et de cette domination. Manifestement, d'Outremont-en-haut on n'a pas entendu ces éclats de jubilation du peuple, de l'autre côté du Mont-Royal, à Saint-Henri. On était trop abasourdi par les événements, probablement.

Il y a  
31 ans  
déjà...



Photo : Guy Turcot

**Le 31 octobre 1969 :  
Manifestation contre  
le projet de loi 63**

En 1969, le gouvernement québécois présente un projet de loi qui place sur un même pied le français et l'anglais à Montréal. La dernière semaine d'octobre a donné lieu à plusieurs manifestations, rassemblements et grèves. Le 31 octobre, plus de 25 000 personnes ont défilé devant l'Assemblée nationale pour dénoncer ce projet de loi. Michel Chartrand, alors président du Conseil central de Montréal (CSN), a participé à cette manifestation.

## 32 000 marcheuses à Montréal

Le 14 octobre, 32 000 personnes étaient du rassemblement québécois de la Marche mondiale des femmes à Montréal. Elles ont répondu massivement à l'appel de la Fédération des femmes du Québec et des groupes organisateurs de la marche pour manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement du Québec qui a consenti peu d'avancées aux revendications des femmes, notamment en matière de redistribution de la richesse. Les femmes ont indiqué qu'elles ne rebrousseraient pas chemin et poursuivraient la lutte pour l'insuffisance des réponses et malgré quelques pas faits dans la bonne direction.



De Mont-Laurier à l'Annonciation, près de 500 personnes ont parcouru ces huit kilomètres pour se retrouver devant un repas chaud et entendre une invitée du Guatemala, présidente d'un organisme de défense des droits humains.



Des contingents des divers coins de la Montérégie regroupant 1500 personnes se sont rejoints à Longueuil le 13 octobre. Les marcheuses de l'un de ceux-ci ont profité de leur passage devant le bureau de Bernard Landry pour lancer des dix cents en guise de protestation contre la faible hausse du salaire minimum proposée par son gouvernement.



Les marcheuses de Lanaudière se sont retrouvées lors d'un pique-nique familial à Repentigny qui a regroupé une centaine de personnes.

## Marche mondiale des femmes au Québec

# De toutes les manières, de toutes les couleurs



Jacqueline Rodrigue

**D**u 9 au 14 octobre, la Marche mondiale des femmes a fait une grande virée au Québec. De toutes les manières, de toutes les couleurs, sous toutes les températures, de la neige au soleil, les femmes du Québec ont parcouru des centaines de kilomètres, allant de village en village et de ville en ville, pour appuyer les revendications visant à éliminer la pauvreté et la violence qui leur sont faites.

Haut et fort, elles ont démontré la nécessité d'augmenter les barèmes de l'aide sociale, de rehausser le salaire minimum, d'offrir plus de ressources en matière de violence faite aux femmes et d'en assurer le financement. Tout au long de cette virée, elles ont trouvé la solidarité de leur conjoint, de leurs collègues de travail et de leurs enfants.

Les femmes de la CSN ont aussi déambulé sur les routes du Québec et participé ici et là à des spectacles en musique et chansons, à des rencontres avec des députés. Elles ont écouté les unes et les autres parler de leurs expériences, de leur réalité de femmes, parfois violentées, souvent pauvres.





Plus de 700 personnes ont pris part à la marche régionale de l'Abitibi-Témiscamingue, qui se déroulait à Val-d'Or. Outre cette marche, des centaines de personnes ont assisté à celles organisées dans différentes localités de ce grand territoire.



À Victoriaville, la marche a réuni près de 400 personnes. Elles se sont rassemblées pour entendre une pièce de théâtre réalisée, par des femmes de la MRC de l'Érable, sur le ton des *Belles sœurs* de Michel Tremblay.



En Mauricie, les contingents partis de Shawinigan et de Grand-Mère se sont rejoints au Cégep de Shawinigan, formant ainsi un groupe de 400 personnes, pour se rendre au bureau du premier ministre Chrétien.



Des nombreuses marches qui se sont tenues en Gaspésie, l'une d'elles a regroupé une soixantaine de personnes à Chandler. Les marcheuses sont allées parler de développement avec le représentant régional du ministère des Régions.



### Appel et engagement des organisations syndicales

En appui aux revendications de la Marche mondiale des femmes, la CSN, la CSD, la CSQ, la FTQ, la FIIQ, le SPGQ et le SFPQ ont pressé le premier ministre Lucien Bouchard de relever le salaire minimum et les barèmes de l'aide sociale pour lutter contre la pauvreté. Les organisations syndicales demandent aussi l'adoption d'une loi-cadre afin que tous les programmes et politiques du gouvernement, y compris la politique fiscale, tiennent compte de l'objectif d'éliminer la pauvreté d'ici dix ans au Québec. Les sept organisations syndicales ont aussi pris l'engagement de travailler ensemble pour contrer la violence dans les milieux de travail et rendront public le résultat de cet effort concerté. La première fois, ce sera l'an prochain au moment de l'anniversaire de la marche mondiale. Dans l'ordre habituel, Régnald Desharnais (SPGQ), Jennie Skeene (FIIQ), Henri Massé (FTQ), Jocelyne Weelhouse (CSQ), Marc Lavolette (CSN), et François Vaudreuil (CSD).



À Hull, ce sont plus de 300 personnes, en majorité des femmes, qui ont sillonné la ville au son des chansons et slogans de la Marche mondiale des femmes.



À Baie-Comeau, près de 200 personnes ont participé à la marche. Comme ailleurs, les marcheuses ont réclamé la hausse du salaire minimum, des logements sociaux et l'élimination de la violence.



À Jonquière, plus de 2000 personnes ont donné le coup d'envoi de la marche dans la région. Devant les bureaux de Lucien Bouchard, elles ont libéré 15 pigeons voyageurs en réclamant des changements dans les conditions de vie des femmes.

Les photographies de ce reportage ont été prises par : Alain Chagnon, Michel Giroux, Clément Allard, Jeannot Lévesque, Gisèle Scott, Christian Rouleau et plusieurs militantes et militants.



Les 4000 marcheuses de Québec ont rappelé au gouvernement, le 13 octobre, que ni la pauvreté ni la violence n'étaient tolérables. Elles l'ont enjoint de revoir ses réponses, qu'il avait fait connaître publiquement la veille, aux revendications des femmes.



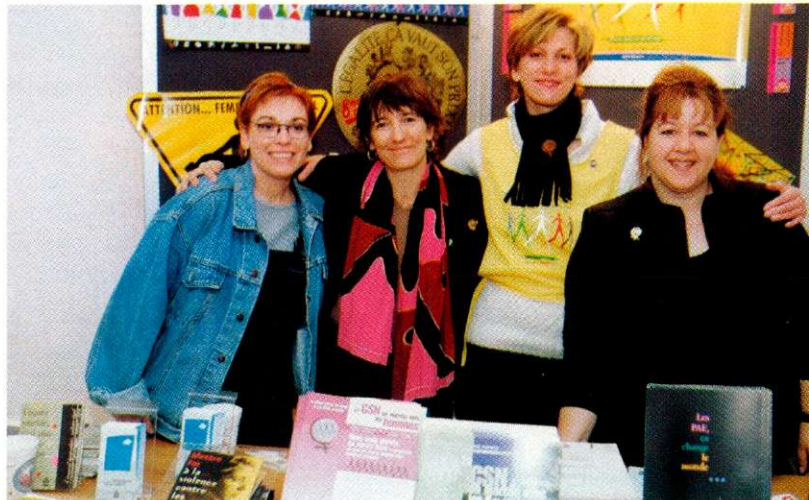
Dans le quartier Pointe-Saint-Charles à Montréal, c'est au son des maracas que plus de 1000 marcheuses ont souligné leur appui aux revendications pour combattre la violence et la pauvreté. Des manifestations se sont aussi déroulées dans plusieurs autres quartiers de la métropole.



Dans le Bas-Saint-Laurent, parfois sous la neige, 67 femmes ont pris cinq jours pour traverser les huit MRC du territoire. Dans les villes où elles sont passées, de nombreuses marcheuses se sont jointes à elles pour des manifestations locales.



À Sherbrooke, plus de 2000 personnes provenant de toutes les MRC ont marché depuis le Palais de justice dans les rues de la ville.



À Montréal, la Place Émilie-Gamelin a été le théâtre de plusieurs activités : ateliers, chansons, poésie, vidéos, etc. La CSN y a tenu un stand de documentation.

# La gauche universitaire en question

La pensée unique — *mondialisation, quand tu nous tiens!* — a étendu son emprise jusque sur les intellectuels, ceux-là même qui devraient demeurer critiques sur l'évolution des idées.

Henri Goulet

Les ravages de la mondialisation frappent partout. Même l'université est atteinte, toute engluée qu'elle est dans un environnement marqué au fer rouge de l'efficacité, de la compétition et de la course effrénée aux subventions. Conséquence immédiate : la gauche universitaire se rétrécit comme peau de chagrin, au point où elle aurait pratiquement déjà rendu l'âme. Du moins, c'est l'impression laissée à la sortie du colloque organisé par le département de sociologie de l'UQAM sur les universitaires et la gauche, tenu le 29 septembre.

« J'espère que je vous ai inquiétés! » Représentative des autres intervenants au colloque, c'est en ces termes que Karen Messing a terminé son exposé sur la situation des intellectuels de gauche à l'univer-

sité. Selon elle, une carrière universitaire avec des préoccupations de gauche n'est tout simplement plus possible. Pour poursuivre ses recherches dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, les subventions ne sont plus au rendez-vous.

Le Service aux collectivités de l'UQAM, lieu par excellence où s'incarnerait la participation des universitaires avec les syndicats et les groupes communautaires, est dans les limbes depuis un an, en attente du renouvellement du protocole. La relève est inexistante parce que les jeunes professeurs doivent se plier aux créneaux à la mode et la mode est aux entreprises. « Aujourd'hui, la communauté, c'est l'industrie! Si on s'implique avec des groupes populaires ou des syndicats, on perd notre crédibilité », soutient-elle.

Professeur au département des sciences de l'éducation de l'UQAM, Normand Baillargeon a galéré un brin sur le problème des intellectuels qui, selon lui, n'est pas dépendant de l'état actuel de la gauche. La gauche se cherche peut-être, mais elle est plurielle et certaines composantes sont très actives et dynamiques, comme le démontrent le combat contre l'AMI et les événements survenus à Seattle, Davos ou Prague.

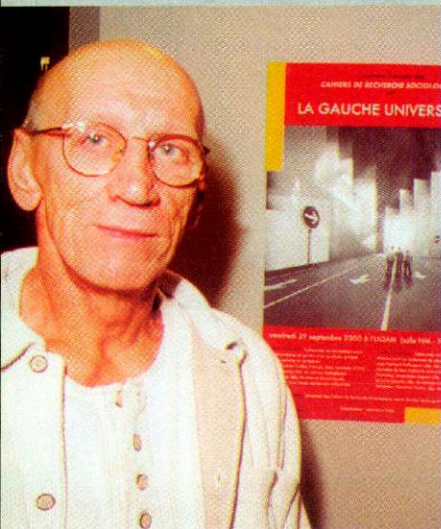
Sauf que c'est l'analyse de ces phénomènes qui, selon lui, est faible. Et ce travail relève directement des intellectuels : « Il est de la responsabilité des intellectuels de proposer des modèles de rechange qui soient tout à la fois attirants, plausibles et mobilisateurs et dont les valeurs fondatrices soient clairement explicitées et discutables. »

## Un silence inacceptable

Si l'intellectuel, variante universitaire, semble être une espèce en voie de disparition, certains déplorent toutefois son absence de l'agora. Selon Bernard Dansereau, historien,

chargé de cours à l'Université de Montréal et à l'UQAM, les intellectuels universitaires ont un devoir civique d'intervenir publiquement sur les questions d'actualité. « Ça, ça ne coûte rien!, affirme-t-il. Ils n'ont pas besoin de subventions pour prendre la parole. Ils ont un devoir d'éclairer la situation et on est en droit de bénéficier de leur contribution. »

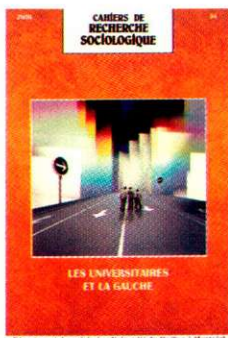
À l'évidence, l'ouragan de la mondialisation n'épargne plus personne. Matière à inquiétude parce que c'est la liberté d'expression qui est atteinte, là où, historiquement, elle avait le plus strict droit de cité.



À la manière qui le caractérise, Jean-Marc Piotte, professeur au département de science politique à l'UQAM et organisateur du colloque, n'est pas tendre à l'endroit des universitaires contestataires qui, bien malgré eux, se sont pliés, tout comme les membres de toute élite, à une vision « économiste » de l'université. « La majorité des professeurs d'université est hostile à cette vision, tout en vivant, comme un poisson dans l'eau, au sein du néolibéralisme dominant. [...] Ils adhèrent à l'ordre établi, un peu comme tout le monde, sans trop y réfléchir, parce que c'est la réalité. »



De gauche à droite, Claudette Godley (YWCA), Ruth Rose (sciences économiques, UQAM), Lina Trudel (animatrice), Jean-Pierre Daubois (TCA) et Karen Messing (sciences biologiques, UQAM). Photos : Michel Giroux



### Les universitaires et la gauche

*Cahiers de recherche sociologique, édités par le département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal,*  
no 34, 2000, 190 pages.

Dans cet ouvrage, en plus des exposés livrés lors du colloque tenu à l'UQAM le 29 septembre, on lira avec intérêt le questionnement suscité par Mona-Josée Gagnon, professeure au département de sociologie de l'Université de Montréal, portant, entre autres, sur l'évolution historique du rôle et de la place des intellectuels au sein du mouvement ouvrier, plus particulièrement à la FTQ et à la CSN.

Avec les débats d'idées sur les questions sociales et politiques qui sont omniprésents, la période 1960 à 1985 correspond, selon elle, à l'âge d'or des intellectuels syndicaux. Mais depuis 1985, comme dans la plupart des organisations et grandes institutions publiques, tout aurait changé : « Les chefs syndicaux ne cherchent plus des intellectuels "à idées", mais plutôt des gens informés qui les armeront dans les débats et arènes où ils interviennent. Les intellectuels sont instrumentalisés, réduits très souvent à un travail d'exécution savant. » Dans la fonction publique, poursuit-elle, « on a vu aussi le nombre de postes de recherche diminuer (parfois au profit de la sous-traitance) et une revue comme *Le marché du travail* (publication gouvernementale où paraissent statistiques et rapports de recherche) disparaître, en 1998, dans l'indifférence générale. »

Selon elle, depuis ce temps, on a aussi assisté à un revirement majeur de la perception qu'ont les intellectuels du mouvement ouvrier. Spontanément perçu comme « l'opérateur du changement social », les intellectuels universitaires considèrent aujourd'hui qu'il s'est institutionnalisé, suscitant moins la curiosité et la recherche que les « nouveaux mouvements sociaux », supposément plus porteurs de changement social. Pour corriger cette situation, selon Mona-Josée Gagnon, les organisations syndicales devront réussir des tours de force, comme percer les nouveaux champs du monde du travail où la précarité règne en maître.



De gauche à droite, Jean-Louis Michaud, Frédéric Dumont, Gilbert Saint-Laurent, Roger Bélanger et René Boudreault.

## Négo regroupée dans les élévateurs à grain Un contrepois au lobby des compagnies

Luc Latraverse

Les 200 syndiqués CSN des élévateurs à grain, sis le long du fleuve Saint-Laurent, ont décidé de regrouper leurs forces en coordonnant leurs négociations et leurs actions pour exercer un meilleur contrepois au lobby des compagnies.

Réunis à Baie-Comeau où ils s'étaient rendus appuyer les lock-outés de la compagnie Cargill, les représentants des syndicats de Montréal, Sorel et Trois-Rivières ont décidé de faire adopter le principe du regroupement par leur assemblée générale. Ils veulent ensuite obtenir une rencontre avec le ministre fédéral du Travail pour faire amender l'article 87,7 du Code canadien du travail ainsi que la Loi sur la Commission des relations industrielles.

Les syndiqués désirent également rencontrer la Commission canadienne du grain pour y faire valoir leurs intérêts.

### Plate-forme commune

Jusqu'à maintenant, c'est le lobby patronal qui a pris toute la place. Quatre syndicats ont entamé leur démarche de négociation et ils comptent adopter prochainement une plate-forme commune de revendications. Les syndiqués de l'élévateur de Port-Cartier pourraient se joindre au regroupement car un scrutin d'allégeance syndicale s'y tiendra dans quelques jours. Rappelons que le Saint-Laurent est l'une des trois voies commerciales du grain avec le Mississippi et le port de Vancouver.



Le Rt. Hon. Paul J. Martin, navire de la compagnie Canada Steamship Lines, propriété du ministre fédéral Paul Martin, a été aperçu au début d'octobre à Cargill, où des scabs l'ont chargé. Pour le ministre Martin, il ne s'agit pas d'une première, puisque des scabs avaient aussi été embauchés par la compagnie Voyageur, à Montréal, lors du conflit qui dura plus de deux ans et qui prit fin en 1989.



## La crise d'Octobre, 30 ans plus tard

# Et pourtant, octobre s'annonçait beau, cette année-là...

Michel Rioux

1970, en dépit de cette claire et belle journée ensoleillée, la longue hibernation avait déjà commencé de s'installer. Une longue hibernation s'était abattue durement sur un peuple qui, en instance d'espérance pourtant, retenait maintenant sa respiration devant tous ces dégâts provoqués au-dessus de sa tête. Par les gestes d'un groupe d'individus autoproclamés sauveurs de la nation, et par la réaction autoritaire et totalement disproportionnée d'un pouvoir fédéral qui, sautant sur l'occasion, croyait régler définitivement son compte, pensait-il, à une idée politique portée et défendue démocratiquement, celle de l'indépendance du Québec.

Ce 18 octobre, la journée était claire et ensoleillée. Lumineuse de cette beauté qui habite le continent en cette période précédant la longue hibernation, qui arrive toujours trop rapidement. Mais en cette année

En ce dimanche 18 octobre, à peu près rien ne bougeait dans les rues de Montréal, à part les voitures de police qui semblaient prendre un malin plaisir à rouler à tombeau ouvert, gyrophares allumés et pneus crissant sur l'asphalte. Un silence inhabituel régnait, brisé seulement par le vrombissement des hélicoptères qui n'en cessaient pas de passer et de repasser au-dessus des édifices, volant bas comme aux nouvelles télévisées en provenance du Vietnam.

Le 16, en soirée, le gouvernement fédéral de Pierre Elliott Trudeau, — grand défenseur, à ce qu'il paraît, des droits et des libertés individuelles dont on vient de faire la louange —, avait proclamé la Loi des mesures de guerre, une mesure absolument exceptionnelle, jamais utilisée jusque-là en temps de paix. Dans les heures qui avaient suivi, plus de 500 personnes avaient été arrêtées et détenues sans mandat, sans pouvoir communiquer avec l'extérieur, privées des services d'un avocat. Peu auparavant, Trudeau, les dents serrées, avait annoncé aux journalistes : Finies les folies ! Just watch me !

La réplique était venue moins de 24 heures plus tard. Le 17 octobre en soirée, le corps du ministre Pierre Laporte était retrouvé dans la valise d'une vieille Chevrolet.

### La population se terrait

Écrasée par ce qui se passait en dehors d'elle, la population se terrait ; le temps semblait suspendu à Montréal, le lendemain 18 octobre, hormis quelques personnes qui, réunies dans l'édifice de la CSN, rue Saint-Denis, préparaient une conférence de presse visant à faire le point et à lancer un appel aux gouvernements pour forcer une solution négociée.

À 17 heures, les présidents des trois centrales, Marcel Pepin de la CSN, Louis Laberge de la FTQ et Yvon Charbonneau de la CEQ, accompagnés du président du Parti québécois,

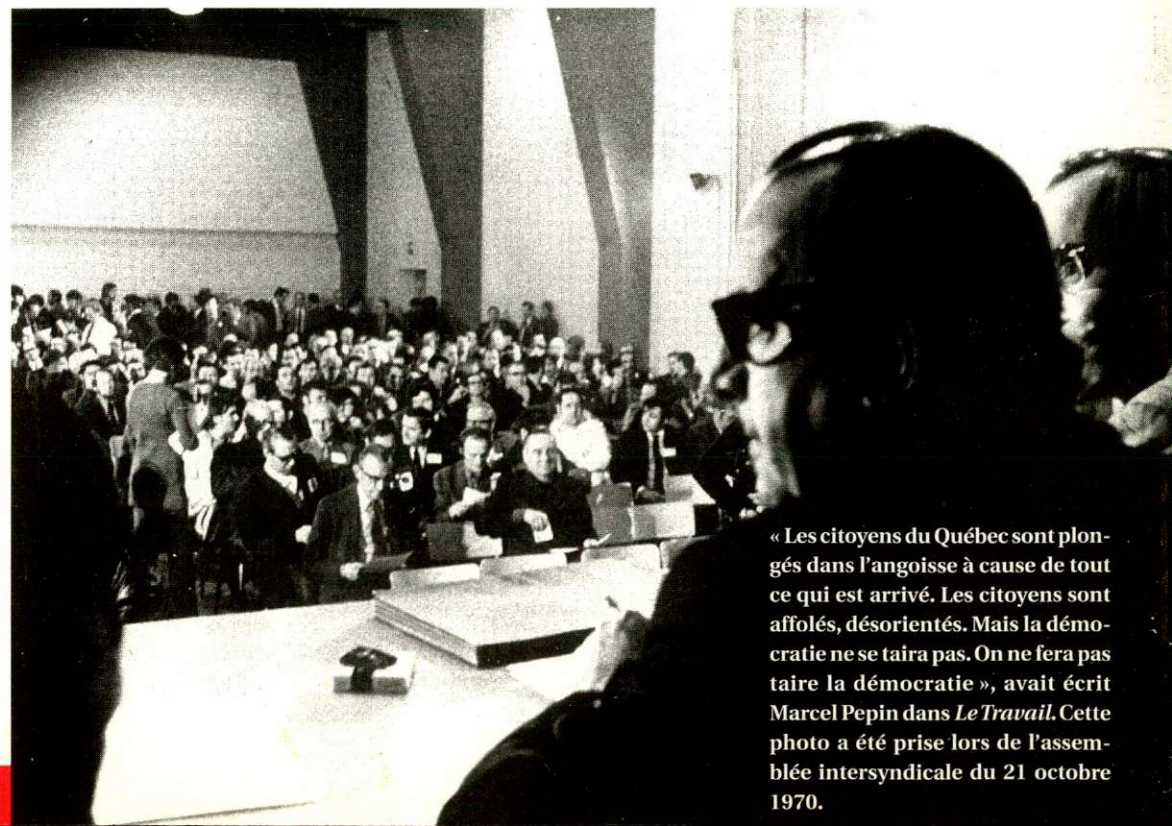
René Lévesque, rendaient publique une déclaration conjointe à laquelle s'associait le directeur du journal *Le Devoir*, Claude Ryan. Marcel Pepin, porte-parole du groupe, affirmait qu'il ne se trouvait aucune solution dans l'extrémisme, de quelque côté qu'il se trouve.

Quand la Loi des mesures de guerre avait été promulguée, deux jours plus tôt, les trois centrales avaient dénoncé « la soumission totale du gouvernement du Québec devant Ottawa », affirmant être consternées devant cette suppression des libertés civiles « qui menace beaucoup plus la

démocratie que le terrorisme, alors que les deux gouvernements savent fort bien qu'il y a plus de maux sociaux à corriger que d'anarchie à réprimer ». À cette occasion, les trois centrales convoquaient leurs instances pour une réunion conjointe le mercredi 21 octobre, à Québec.

### Des mesures de paix

C'était une première que cette réunion conjointe de 600 militantes et militants. La situation avait forcé ce rapprochement des forces démocratiques. Une position en cinq points y fut adoptée : condamnation du



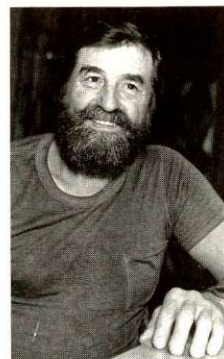
« Les citoyens du Québec sont plongés dans l'angoisse à cause de tout ce qui est arrivé. Les citoyens sont affolés, désorientés. Mais la démocratie ne se taira pas. On ne fera pas taire la démocratie », avait écrit Marcel Pepin dans *Le Travail*. Cette photo a été prise lors de l'assemblée intersyndicale du 21 octobre 1970.



## Arrestations injustifiées, abusives, arbitraires

**P**ierre Mercille était conseiller syndical à Saint-Jérôme le 17 octobre 1970. Revenant chez lui à Saint-Eustache, vers les 4 heures du matin, d'une soirée pour souligner une entente intervenue à la Commission scolaire, des policiers l'attendaient. « On t'emmène dans un hôtel de Montréal », lui dirent-ils. Seize jours à Parthenais, à se demander ce qu'on pouvait bien lui reprocher. Rencontre avec les policiers, qui mettent sur la table les objets trouvés sur lui au moment

de son arrestation. « C'est pas à moi ces affaires-là », leur dit-il. Erreur sur la personne. On cherchait un dénommé Pierre Marcil et on avait plutôt arrêté Pierre Mercille... « J'étais sûr d'être congédié par la CSN, qu'on me prendrait pour un terroriste. Mais non. À ma sortie de Parthenais, Marcel Pepin me dit : " Retourne travailler, on a besoin de toi. " J'étais content de la CSN. » Selon Pierre Mercille, c'est la montée du mouvement souverainiste que Trudeau voulait briser.



**Pierre Mercille, conseiller à la CSN de 1966 à 1980. Vice-président de la centrale de 1980 à 1984.**

FLQ ; retrait de la Loi des Mesures de guerre ; création d'un comité juridique pour assister et faire libérer les personnes emprisonnées ; décision de participer à tous les regroupements démocrates et engagement d'informer les membres de la base des enjeux en cause ; élaboration d'un programme politique d'urgence pour amorcer un redressement social et politique, qui prit le nom de Mesures de paix.

### Inquiétude

Les membres de la CSN, surtout à l'extérieur de Montréal, ont traversé des moments d'inquiétude légitime, comme d'ailleurs le reste de la population. Si le gouvernement a envoyé l'armée, se disaient plusieurs, il devait bien avoir ses raisons... C'est pourquoi, dans les jours qui ont suivi la réunion des trois centrales, des instruments d'information ont été envoyés dans tous les syndicats et dans toutes les régions. Un film de 30 minutes, dans lequel le président Marcel Pepin exposait les enjeux et dénonçait les risques qu'on faisait courir à la démocratie, fut expédié dans tous les conseils centraux et visionné par des centaines de militants.

### Déclaration du 18 octobre 1970

## L'assassinat n'est pas plus acceptable que l'état de guerre

« **U**n assassinat demeure toujours un assassinat. Quels que soient les motifs qui font qu'un assassinat est commis, quelles que soient les personnes qui le commettent, un assassinat demeure un assassinat. Pierre Laporte a été assassiné. Nous condamnons avec véhémence cet acte barbare.

« Une vie demeure encore en suspens : celle de monsieur J.R. Cross. Peut-être peut-elle encore être sauvée. Nous supplions le gouvernement québécois de se décider enfin à négocier véritablement pour faire en sorte que cette vie soit sauvée.

« Des valeurs fondamentales sont aujourd'hui en cause. Peut-être ne sont-elles pas spontanément perçues. Mais il est des valeurs qui doivent être préservées malgré les circonstances tragiques auxquelles nous avons à faire face. Nous avons cru de notre devoir de défendre ces valeurs fondamentales.

« Si cet appel peut avoir un effet, nous le faisons. Vous qui avez kidnappé J.R. Cross, nous espérons que vous vous rendez compte que vous ne pouvez pas continuer dans cette même ligne et que vous devez le relâcher pour le bien de tous les Québécois. »

**Marcel Pepin, Louis Laberge, Yvon Charbonneau, René Lévesque et Claude Ryan**

**La conférence de presse du 18 octobre 1970 : de gauche à droite, Fernand Daoust et Louis Laberge, de la FTQ, René Lévesque, du PQ, Marcel Pepin, de la CSN et Matthias Rioux, de l'Alliance des professeurs de Montréal.**



# La commission Clair dans les régions

## Haro sur la privatisation

Luc Latraverse

Les conseils centraux de la CSN se sont tous présentés aux audiences régionales et sous-régionales tenues sous l'égide de la commission Clair. Ils y ont soumis des mémoires étoffés sur divers aspects de la problématique de la santé et des services sociaux, soulignant la nécessité de préserver le caractère public des services pour répondre adéquatement aux besoins de la population. Dans tous les cas ils ont dénoncé les tendances de la commission à s'engager vers une plus large privatisation des services.

**A**u Saguenay-Lac-Saint-Jean, le président du conseil central, Yves Bolduc, et la vice-présidente régionale de la FSSS-CSN, Janine Girard, ont fait valoir leur opposition à cette option. Partout, les représentants de la CSN ont démontré que le public pouvait mieux se tirer d'affaires et à moindre coût que le privé.

Dans les Laurentides, on a optimisé l'utilisation de certains titres d'emploi, comme les peintres, les électriciens, les diététiciennes, en leur permettant de travailler dans plusieurs établissements au lieu de recourir au secteur privé, ce qui avantage les plus petits établissements et maintient les emplois dans le secteur public.

### L'exemple de Partagec

À Québec, on a cité l'exemple de la buanderie Partagec, où le syndicat et la direction ont en-



trepris de revoir conjointement l'organisation du travail en 1995. À l'aide de ressources extérieures, des équipes de travail ont été implantées ayant comme objectif la réduction des coûts, de 1,16 \$ à 1,05 \$ le kilo de linge traité en 1996-1997, à 0,90 \$ le kilo pour l'exercice 1997-1998 et, enfin, à 0,85 \$

pour l'exercice 1998-99, si toutes les mesures recommandées étaient appliquées. Or, on a atteint un prix de 93 cents le kilo, transport inclus, alors que dans le privé, le prix était de 83 cents du kilo, sans compter le transport.

D'autres intervenants ont fait état de la qualité des services alimentaires du réseau public qui tirent très bien leur épingle du jeu en offrant des repas à un coût inférieur aux services qui ont été privatisés.

### Le vieillissement de la population

Une autre question qui a retenu passablement l'attention au cours de ces audiences est l'incidence du vieillissement de la population sur les coûts de santé.

Ainsi, dans l'Outaouais, la CSN a fait valoir qu'il ne faut pas imputer tous les torts aux aînés, car en brossant un tableau trop sombre de la situation, on tronque les faits. En effet, l'état de santé des personnes âgées est bien meilleur que celui des générations précédentes et les

aînés de demain seront aussi en meilleure condition. En attribuant un trop lourd fardeau aux personnes âgées, on risque de les pénaliser.

Des études ont d'ailleurs démontré que 80 pour cent de la hausse des coûts de santé découle de la demande accrue de services par habitant, tous âges confondus. Plusieurs mémoires déposés par les conseils centraux de la CSN, comme celui du Nord-Est, ont signalé une hausse des frais déboursés par les usagers, notamment les personnes âgées, en raison du manque de services de soins à domicile.

### Les écarts entre les régions

Dans certaines régions, quelques mémoires ont soulevé les difficultés du manque de ressources en santé et en services sociaux. En Montérégie, avec une population en pleine croissance et de plus en plus pauvre, on accusait un déficit de plus de 226 millions de dollars au chapitre du financement en regard de la moyenne provinciale.

Maintenant que les consultations dans les régions sont terminées, la commission Clair entend les organisations nationales depuis le 10 octobre. La CSN présentera son mémoire le 24 octobre.





Les ambulanciers manifestent

## La gestion du risque dénoncée

Avec à leur tête le président Marc Laviolette, le président de la FSSS-CSN, Louis Roy, et le président du CCMM-CSN, Arthur Sandborn, 400 ambulanciers du Québec ont formé, le 5 octobre, un cortège funèbre qui s'est dirigé vers les bureaux du premier ministre Bouchard. La CSN, la FSSS et les représentants des 14 syndicats d'ambulanciers du Québec ont dénoncé le cynisme d'Urgences Santé

Photos : Alain Chagnon



et lancé un appel au premier ministre. Urgences Santé tarde toujours à assurer un service suffisant pour répondre à la hausse des appels. Entre 1997 et 2000, alors que le nombre de transports ambulanciers a augmenté de 10,5 pour cent à Montréal et à Laval, Urgences Santé a réduit de 5,27 pour cent le volume d'heures travaillées.

M.K.

## Montréal

### Vote de grève dans l'intermodal

Réunis en assemblée générale au Centre Pierre-Charbonneau, le 14 octobre, les membres du Syndicat national du transport routier (SNTR-CSN), œuvrant dans l'intermodal à Montréal (Société du port de Montréal, CN et CP), ont massivement voté pour le déclenchement de la grève générale illimitée — au moment jugé opportun — si les patrons des 36 compagnies refusent de se présenter à la table de négociation. Les camionneurs revendiquent la reconnaissance syndicale et la négocia-



Dans le port de Montréal, on se prépare à la grève générale illimitée.

Photo : Alain Chagnon

tion regroupée de leur convention collective. Plus d'un millier de rou-

tiers sont touchés par cette négociation.

H.G.

## Santé mentale

### Peu de moyens, peu de ressources

« Onze ans après l'adoption de la Politique de santé mentale, le ministère de la Santé et des Services sociaux en est encore aux intentions et on attend toujours les moyens et les ressources

qui font défaut sur le terrain », a soutenu Louis Roy, président de la Fédération de la santé et des services sociaux (CSN), dans un communiqué de presse. Deuxième source d'incapacité après les problèmes cardiovasculaires, les problèmes de santé mentale mériteraient, selon lui, un plus haut niveau de préoccupation de la part du gouvernement. À l'issue du Forum sur la santé mentale qui s'est tenu, plus tôt à Trois-Rivières, la ministre Pauline Marois est restée très vague sur ses intentions. Elle a rappelé que le dernier budget québécois avait accordé un montant supplémentaire de 8 millions au secteur de la santé mentale. Il faut toutefois noter que ce montant ne représente que un pour cent des 800 millions affectés à la santé mentale. « Peu



Photo : Alain Chagnon

Louis Roy, lors du congrès de la fédération, en juin.

de domaines du secteur de la santé et des services sociaux ont autant fait l'objet de consultations et de travaux de réflexion au cours des dernières années, et pourtant on se désespère de voir les choses enfin bouger, a commenté le président de la FSSS. Nous nous attendons à ce que les travaux du groupe d'appui qui vient d'être formé débouchent rapidement sur de l'action et que le prochain budget québécois soit moins chiche pour la santé mentale. »

C. St-G.



## L'Assemblée générale annuelle de Fondation

Le 30 septembre, à Montréal, la réunion nationale des responsables de Fondation et la cinquième assemblée générale annuelle de Fondation ont regroupé plus de 200 militants de la CSN ainsi que plusieurs autres invités. Il s'agissait de la plus imposante assemblée depuis la création du fonds en 1996. Marc Laviolette, président du C.A. de Fondation, a souligné le chemin parcouru depuis. Rappelant que l'emploi est au cœur des préoccupations de Fondation et de la CSN, c'est avec fierté qu'il a insisté sur les 76 millions de dollars investis ou engagés en entreprise, soit quatre fois plus que l'an dernier. Il a tenu à préciser le caractère unique du fonds de travailleurs de la CSN : « En créant Fondation, nous avons mis sur pied un instrument de développement économique reflétant notre vision de l'implication des travailleuses et des travailleurs, de la coopération et du partenariat nécessaires entre les divers groupes socioéconomiques afin d'assurer une qualité de vie meilleure pour les citoyennes et les citoyens. »

Cyclo Nord-Sud

## Une nouvelle vie à nos vélos

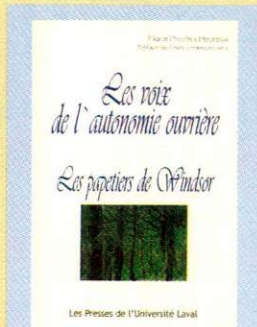
Voire vieille bécanne a fait son temps, estimez-vous, et vous pensez à la remiser ? L'organisme Cyclo Nord-Sud, un organisme œuvrant dans le domaine de l'environnement et de la coopération internationale, est justement à la recherche de vélos pour les acheminer vers les communautés du Sud où ils connaîtront une deuxième vie. Dans ces États du Sud, la bicyclette représente un véritable outil de développement, permettant d'améliorer le sort des familles, en particulier des femmes et des enfants. Beaucoup plus qu'un simple moyen de locomotion, le vélo facilite le transport des marchandises, de l'eau, du bois et des denrées. Par exemple, en Tanzanie, le transport de ces produits vitaux se fait généralement à pied, accaparant trois ou quatre heures par jours. Pendant que



les garçons vont à l'école, les fillettes doivent s'astreindre à ces corvées et limitent donc leur scolarité. À vélo, le même trajet se fait en trois fois moins de temps, avec une charge trois fois plus grosse. Cyclo Nord-Sud allège donc les corvées des femmes et leur permet de dégager davantage de temps pour des activités plus productives, améliorant leur condition. L'organisme invite les donateurs à se rendre à leur entrepôt, à l'église Saint-Pierre-Claver, sise au 4839 de Bordeaux, à Montréal. Un don en argent de 10 ou 5 dollars par vélo est suggéré pour financer le transport. Un reçu pour impôt sera remis pour la valeur du vélo et du don en argent.

Pour plus de détails : (514) 843-0077.

L-S. H.



Lecture

## La parole des papetiers

« Écoutez les ouvriers. C'est la base même de l'histoire syndicale », écrit Pierre Vadeboncoeur dans la préface de ce livre sur l'expérience vécue de l'intérieur par des papetiers de Windsor. Lors d'un important processus de modernisation, ces ouvriers ont dû retourner à l'école pour apprendre à travailler avec des machines où l'ordinateur était au centre du processus de production. Les papetiers, auxquels l'auteur donne la parole, y racontent les étapes de leur passage de l'ancienne à la nouvelle usine. L.L.

Centraide

## Marc Laviolette : coprésident de la campagne

De tous les milieux et de toutes les professions, connus ou pas connus du grand public, le 4 octobre, ils étaient tous regroupés sous le même parapluie pour lancer la campagne de financement de Centraide. Jusqu'au 15 décembre, les travailleuses et



Le 4 octobre, la campagne de financement de Centraide a été lancée sous la coprésidence de Marc Laviolette. Photo : Alain Chagnon

les travailleurs seront à nouveau invités à y souscrire, notamment par le biais d'une déduction à la source. Plus de la moitié des 52 millions de dollars recueillis par Centraide au Québec proviennent des contributions des salariés dans les milieux de travail, majoritairement syndiqués. Cet argent, Centraide le retourne auprès d'organismes qui œu-

vrent auprès des jeunes, des femmes, des personnes âgées qui vivent des problèmes de violence, d'isolement, de pauvreté, etc. Le président de la CSN, Marc Laviolette, a accepté de coprésider la campagne de Centraide dans le secteur public où l'on compte bien augmenter le nombre de donatrices et de donateurs.

T.J.

Leucan

## Campagne camp vol d'été : les militants de la CSN versent 137 000 \$

Pour une quatrième année, le camp vol d'été de Leucan, auquel est associée la CSN, a connu un vif succès. À la colonie de vacances Les grèves du Domaine des pins à

Contrecoeur où il se déroulait, du 5 au 18 août, la pluie et le temps gris n'avaient pas d'importance. Quelque 300 participantes et participants, des jeunes enfants et adolescents atteints de leucémie et autres formes de cancer, avec leurs parents et les nombreux bénévoles, ont donné libre cours à leurs rêves même les plus fous. Jeux, loisirs, dé-

cors, costumes, tout a vibré au rythme du cirque, le thème de ce camp d'été. En un temps deux mouvements, la joie de vivre, l'espoir et le goût du dépassement, comme par magie, ont pris le pas sur la maladie, l'anxiété et la mort. Grâce à la contribution généreuse des militantes et des militants de la CSN, la vente des T-shirts de Leucan et les dons pour la tenue de ce camp ont atteint plus de 137 000 \$. Un succès !

T.J.



Les contributions des militantes et des militants de la CSN ont atteint un montant de 137 000 \$.



À vos livres

## Capiré mosamam mam Capiré...

La Marche des femmes est désormais disponible en musique. Un disque a été gravé sur la chanson-thème. Les paroles proviennent des textes que les femmes de 23 pays ont écrits. Il y est question de compréhension, de détermination et d'inspiration, et aussi de courage, de solidarité, de cœur et d'amitié...



Disponible à la librairie de la CSN

1601, De Lorimier, Montréal, QC H2K 4M5

documentation@csn.qc.ca

(514) 598-2151

Coût : 5 \$

Frais d'expédition : 2,75 \$ par exemplaire

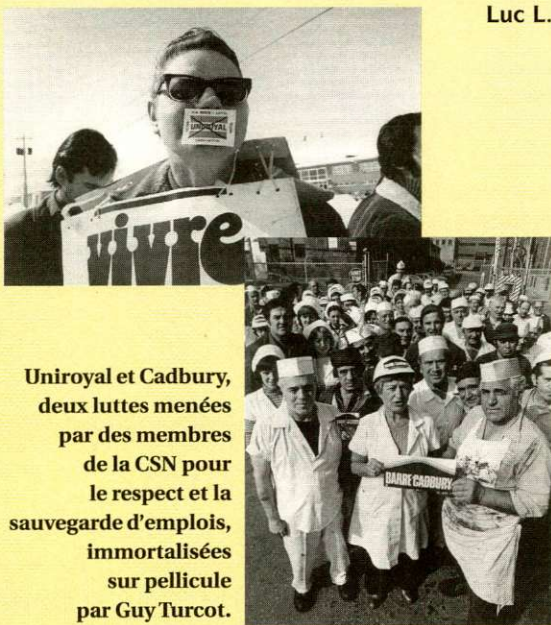
Le photographe Guy Turcot expose

## Histoire des luttes populaires en photos

En 70 photographies, l'Écomusée du fier monde présente une histoire des luttes populaires tirée des clichés de Guy Turcot saisis sur une période de plus de 30 ans à travers les gestes qui ont marqué l'aliénation, la révolte, la répression, la lutte organisée et la fraternité du monde ordinaire. Guy Turcot, qui a souvent travaillé comme photographe pigiste pour la CSN, s'est appli-

qué depuis quelques années à préparer cette exposition où il ne montre ni des personnages, ni des événements importants, mais des témoignages documentaires saisissants qui nous permettent de nous rappeler d'où on vient pour mieux savoir où on va. L'Écomusée : 2050 rue Amherst, Montréal. L'exposition se termine le 7 janvier. Téléphone : (514) 528-8444

Luc L.



Uniroyal et Cadbury, deux luttes menées par des membres de la CSN pour le respect et la sauvegarde d'emplois, immortalisées sur pellicule par Guy Turcot.

Équité salariale

## Ergothérapeutes : une autre étape à franchir

La semaine des ergothérapeutes se déroule cette année du 23 au 27 octobre. Au cours de

cette semaine, la CSN et la Fédération des professionnelles (CSN) poursuivent la campagne

d'affichage portant sur la reconnaissance de la valeur des emplois à prédominance féminine et demandent au gouvernement de franchir l'étape restante visant à atteindre l'équité salariale. Ce groupe a déjà fait des avancées en ce sens. Ces travailleuses ont été des pionnières en matière d'équité salariale à la CSN, en étant les premières à déposer des plaintes, en 1987, devant la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

J.R.



La semaine des ergothérapeutes se tient du 23 au 27 octobre.

La CSN sur Internet

<http://www.csn.qc.ca>



Rapport Bernard

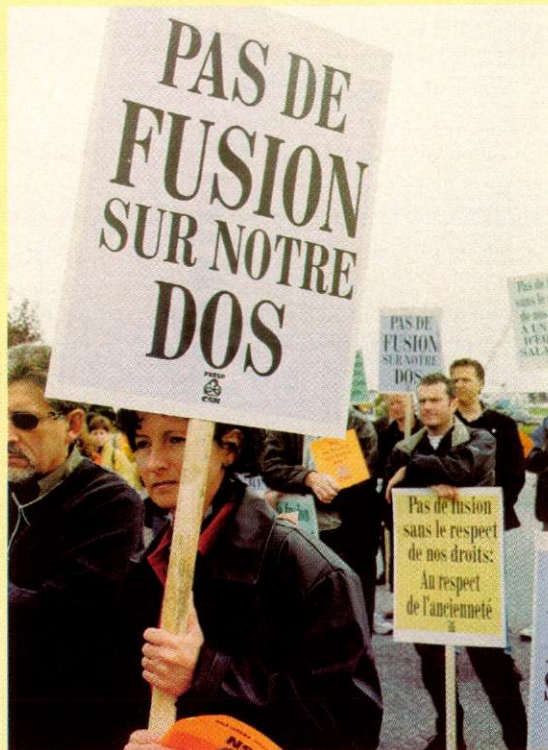
## Les syndicats seront maintenus

C'est avec satisfaction que la CSN a accueilli le rapport Bernard sur les regroupements municipaux sur l'île de Montréal. Selon la centrale, il répond favorablement aux revendications sur l'autonomie des arrondissements, la démocratie et le pluralisme syndical. Le rapport Bernard prévoit la création de 27 arrondissements autonomes, le maintien des accréditations syndicales et les négociations au

sein d'unités séparées. Le secrétaire général de la FEESP-CSN, François Juneau, n'a pas manqué cependant de rappeler l'odieuse loi 124 et de signaler que l'adoption d'une loi de mise en œu-

vre des regroupements municipaux était l'occasion toute indiquée de faire disparaître les volets tant décriés de cette loi sur l'arbitrage des contrats de travail.

L.L.



Réunis en assemblée de secteur à Saint-Hyacinthe, les représentants des syndicats d'employés municipaux affiliés à la FEESP-CSN ont manifesté, le 5 octobre, pour exprimer leur volonté d'être pris en compte dans la réforme municipale entreprise par la ministre Harel. Le secrétaire général de la fédération, François Juneau, et la présidente du Conseil central de la Montérégie (CSN), Pierrette Poirier, ont participé à la manifestation.

L.L.

LE FRANÇAIS AU TRAVAIL  
**ÇA S'IMPOSE**

**Dans quelle phrase l'expression dans le cadre de est-elle bien utilisée ?**

- a) Des activités de toutes sortes ont été organisées dans le cadre de la Marche mondiale des femmes.  
b) Le président a pris ces engagements dans le cadre de ses fonctions.  
c) Dans le cadre de la tournée des régions, la Commission des états généraux sur la situation du français entendra des groupes et des personnes qui lui auront fait parvenir des mémoires.

**Réponse.** b) Cette expression, qui signifie « dans les limites de » est employée trop souvent de façon abusive. Dans le cadre de ses fonctions en est une utilisation correcte. Pour le reste, on emploiera, selon le cas : à l'occasion de, au cours de, au programme de, dans le contexte de, etc.

**Choisissez le terme approprié**

1. Étant sans emploi (et presque au désespoir...), il voulait \_\_\_\_\_ à Ottawa.  
a) faire application. b) postuler un emploi. c) faire une demande d'emploi.  
2. \_\_\_\_\_ la hausse des taux, ce fut la faillite de l'entreprise.  
a) Dû à b) À cause de c) En raison de  
3. À ce \_\_\_\_\_ des pourparlers, l'employeur et le syndicat s'étaient entendus pour ne faire aucun commentaire.  
a) stade b) stage  
4. L'incendie \_\_\_\_\_ dans l'entrepôt  
a) a pris naissance b) a originé c) a débuté  
5. J'ignorais que tous étaient \_\_\_\_\_ remplir ce formulaire.  
a) supposés b) supposés de c) censés  
6. Cette professeure \_\_\_\_\_ compétente se trompe.  
a) censément b) sensément c) supposément  
7. « Ça y est !, se dit-elle, j'ai \_\_\_\_\_ mon entrevue. »  
a) failli b) échoué c) échoué à  
8. « Au moins vous avez \_\_\_\_\_ votre examen de probation. »  
a) passé b) passé à c) réussi d) réussi à  
**Réponse.** 1. b ou c 2. b ou c 3. a 4. a ou c 5. c 6. a 7. c 8. c ou d

**Mettre l'accent à la bonne place**

Lesquels des « o » suivants prennent un accent circonflexe ?

Cyclone, diplôme, hospital, coteau, polynome, entrepot, syndrome, cotelette, fibrome, icone, pylone, sarcome, impot, gnome, symptomatique, idiome, roder.

**Réponse.** Diplôme, hôpital, polynôme, entrepôt, côtelette, icône, pylône, impôt, rôder (au sens d'errer avec intention hostile), roder (au sens de mettre au point) n'en prend pas.

Robert Boucher

Bienvenue

**Charbon de bois dans Portneuf**

Dans la région de Portneuf près de Québec, la CSN a déposé, le 25 septembre, une requête en accréditation afin de représenter la vingtaine d'employés de Charbon de bois Feuille d'érable. L'entreprise située à Sainte-Christine se spécialise, comme son nom l'indique, dans la fabrication de charbon de bois. Ce syndicat sera affilié à la FTPF-CSN.

**Autocar Dupont**

Pour une rare occasion, un groupe de travailleurs, exerçant son droit d'association, n'a pas eu à rencontrer des objections légales ou des stratégies patronales déloyales. Les 22 chauffeurs guides touristiques des autocars Dupont de Québec qui avaient déposé leur demande d'accréditation le 31 juillet ont été accrédités le 18 septembre.

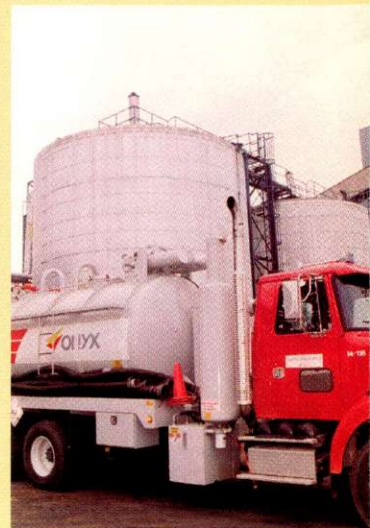
**Garderie La maison des bambins**

Souvent victimes de décisions arbitraires de la part de leur employeur dans le passé, les travailleuses et les travailleurs de la garderie privée La maison des bambins ont senti un vent de libération le 5 septembre. Maintenant détentrices de leur accréditation syndicale, ces dernières sont assurées de briser leur isolement puisqu'elles se joignent au Syndicat des travailleuses et travailleurs en petite enfance de la Montérégie, affilié à la FSSS-CSN.

**Environnement**

Œuvrant dans un secteur où les dangers pour la santé et la sécurité sont

constamment présents, les travailleurs de Sani-Mobile Longue-Distance et de Pompage Claubert, de Saint-Rémi de Napierville, joignent leurs 650 collègues sous le chapeau du Syndicat national des travailleuses et des travailleurs de l'environnement (CSN). Les travailleurs de Sani-Mobile, au nombre de 20, viennent tout juste de recevoir leur accréditation du Conseil canadien des relations de travail après plusieurs mois d'attente. De leur côté, les 20 travailleurs de Pompage Claubert ont déposé leur requête en accréditation le 15 septembre. L'entreprise est un sous-traitant de Drainemar du groupe Vivendi de France qui tente de



**Avec l'accréditation des deux nouvelles unités, le SNTTE-CSN comptera près de 700 membres.**

contrôler le secteur de l'environnement au Québec. Le SNTTE est membre de la FEESP-CSN.

Roger Deslauriers

*Syndicat indépendant des travailleurs du papier*

**Un retour aux sources**

C'est par une très forte majorité qu'après 45 ans d'exil, les membres du Syndicat indépendant des travailleurs du papier de la Mauricie ont décidé de revenir à la CSN. Affiliés à la CTCC jusqu'en 1955, puis membres de syndicats internationaux, puis devenus indépendants en 1980, ils ont de nouveau choisi la CSN pour ses valeurs de démocratie, la qualité de ses services et pour mieux faire face à la fusion de leur entreprise avec Donohue. Au nombre de 145, ces travailleuses et travailleurs sont à l'emploi de la division Laurentide, propriété de la société Abitibi-Consolidated située à Grand-Mère. Ils fabriquent du papier destiné à l'impression de catalogues et d'encarts publicitaires. Le nouveau syndicat est affilié à la FTPF et au Conseil central du Cœur du Québec.

L.L.

**Service de syndicalisation de la CSN**

**1 800 947-6177**  
**syndicalisation@csn.qc.ca**

Accidents impliquant des poids lourds...

## Enfin une recherche portant sur les causes humaines !

Mis de l'avant par le SNTR-CSN, le projet de recherche conjoint CSN et Polytechnique vise explicitement à faire la lumière sur les causes humaines sous-jacentes aux accidents impliquant un véhicule lourd. Responsable de la recherche, Olivier Bellavigna-Ladoux, ingénieur spécialisé en génie mécanique et sécurité routière à l'École Polytechnique, a présenté les grandes orientations du projet aux camionneurs du SNTR-CSN, réunis en assemblée générale le 30 septembre : « Il s'agit d'un projet novateur, a-t-il noté. Cette approche est nouvelle en comparaison des autres études conduites par les ingénieurs en Amérique du Nord où, généralement, la priorité est accordée aux défauts mécaniques à la source des accidents. Grâce à l'initiative de la CSN, nous pouvons à présent concentrer nos efforts sur les conditions de travail des routiers. » Dix dossiers d'accident sont requis pour obtenir des données concluantes. À ce jour, trois enquêtes sont terminées et le rapport final est attendu avec grande impatience d'ici un an.

H.G.



Olivier Bellavigna-Ladoux

Francophonie

## Promouvoir la dimension sociale de la mondialisation

Les organisations syndicales des pays membres de la Francophonie souhaitent ardemment voir le groupement des pays « ayant le français en partage » jouer un rôle moteur dans la promotion, à l'échelle internationale, de la dimension sociale de la mondialisation. C'est ce qui ressort d'une déclaration publiée à Québec, à l'occasion de la 4<sup>e</sup> Conférence des organisations internationales non-gouvernementales de la francophonie, par les syndicats francophones de 33 pays affiliés à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dont la CSN est membre. Les syndicats souhaitent voir les États francophones défendre d'une même voix l'inclusion de clauses sociales dans les accords de commerce internationaux ainsi que des mesures visant à fa-



À Québec, au printemps prochain, la réunion des chefs d'État des Amériques pour la mise en place d'une zone de libre échange donnera lieu à un dispositif de sécurité qui ne sera pas sans rappeler celui mis en place à Seattle (notre photo), lors des discussions entourant l'Organisation mondiale du commerce.

ciliter la participation des pays les plus démunis au partage des richesses mondiales. À cet égard, ils constatent qu'une francophonie offrant une véritable alternative au modèle mercantile de développement est « en-

core à construire » et que ses interventions comme bloc au sein des grands forums internationaux et des institutions économiques restent « timides ».

CISL

### Gangrène de la corruption

L'ACDI, l'Alcan et le CN sont tous membres actifs de *Transparency International* (TI), chapitre canadien. L'organisme, fondé en Allemagne en 1993, a essaimé dans au moins 70 pays. Son président, M<sup>e</sup> Peter Eigen, qualifie de « cancer universel » la corruption contre laquelle il prône un travail intense et patient. Le but de TI est d'attirer l'attention sur une corruption largement répandue, surtout à propos de projets comme un barrage géant ou la privatisation des télécommunications. TI ne s'occupe pas toutefois des sources occultes de financement des partis ! Il cherche à susciter dans la société civile des noyaux convaincus, à lutter contre les pots-de-vin, à agir pour dissuader politiciens ou fonctionnaires de les accepter comme de les solliciter. On incite les pays exportateurs à ratifier les conventions anti-corruption.

Le sixième rapport annuel de TI, paru récemment à Berlin, rend compte d'étu-

des touchant 90 pays. Le Danemark et la Finlande obtiennent un score parfait ; le Canada est au 5<sup>e</sup> rang. Parmi les pays en proie à une telle gangrène figurent l'Allemagne (14<sup>e</sup>), les États-Unis (18<sup>e</sup>), la France (22<sup>e</sup>), le Brésil (45<sup>e</sup>) et l'Inde (73<sup>e</sup>). Au fond du baril se retrouve le Nigéria, mais ce 90<sup>e</sup> rang n'est pas une honte totale puisque depuis un an le président Obasanjo, l'un des pionniers de TI, y a amorcé un mouvement de correction.

La Chine ne figure pas au tableau, étant l'un des pays où l'on ne dispose pas de données vérifiables. On a appris en septembre que de 200 à 600 responsables de cinq villes devaient être jugés à huis clos pour corruption. C'est sans doute là la pointe d'un iceberg. Le rapport de TI

nous parle éloquemment des efforts déployés en Slovaquie et au Bangladesh et d'un héros anti-corruption au Zimbabwe : un universitaire du nom de John Makumbe. À suivre.

### Stroessner et sa police

Par les soins de l'Unesco et à l'initiative du sociologue Alain Touraine, les archives secrètes de la police du dictateur Alfredo Stroessner qui a régné au Paraguay de 1954 à 1989 sont maintenant disponibles sur Internet. Ces « archives de la terreur », découvertes à compter de 1992, nous renseignent sur les liens que Stroessner a entretenus avec d'autres dictateurs latino-américains, notamment par le biais du Plan Condor. La Cour suprême du Paraguay et le Centre de documentation et d'archives des droits humains pilotent ce site qui précise le sort de maints détenus et disparus. Pour explorer ce pan d'histoire peu glorieux : [www.unesco.org/webworld/paraguay](http://www.unesco.org/webworld/paraguay).

Clément Trudel

**PRIORITÉ**

**PRÉVENTION**

**PARTOUT**

**CAMPAGNE INTERSYNDICALE EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

